

Le budget—M. Stevens

J'aimerais mentionner deux choses à ce propos. Lorsqu'on a compris qu'il fallait absolument hausser le taux bancaire de 1 p. 100, le gouvernement l'a augmenté de ½ p. 100. Cette initiative n'a pratiquement produit aucun effet et le gouvernement a dû ensuite l'augmenter de nouveau de ½ p. 100, sans penser que deux augmentations successives de ½ p. 100 en trois semaines saperaient la confiance des milieux financiers internationaux dans l'économie canadienne au lieu de la raviver.

Par ailleurs, monsieur l'Orateur, le gouvernement a emprunté une somme de 750 millions de dollars sur les marchés internationaux pour essayer de soutenir le dollar tout en prétendant que notre monnaie flottait. On avait alors conseillé au gouvernement de trouver au moins de 1.5 à 2 milliards de dollars. Après cette demi-mesure, le gouvernement se trouve maintenant dans une situation unique; notre dollar continue à perdre de la valeur et il est obligé de trouver des fonds supplémentaires pour le soutenir. Encore une fois, le gouvernement doit aller frapper à la même porte alors que la confiance que nous accordaient ces financiers internationaux continue à s'effriter.

Un autre exempté patent de demi-mesure ce soir, c'est l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la réduction de la taxe de vente des provinces. C'était une bonne idée quand Darcy McKeough l'a lancée en Ontario, et sa façon de mettre ce mécanisme en place était bonne. Il l'a d'ailleurs fait à un moment où le problème du chômage était crucial en Ontario.

Qu'est-ce que le ministre a fait? D'abord, il a apparemment passé sept mois à tourner autour du pot, à tenter d'élaborer son plan d'action et à s'entretenir de temps à autre avec les dirigeants provinciaux. Et pourtant, ce soir, on s'aperçoit que son plan n'est pas encore prêt, en ce sens qu'il n'a pas encore obtenu l'accord de toutes les provinces. Nous découvrons que ce programme commence ce soir et qu'il sera en vigueur pendant environ six mois, soit jusqu'en octobre, à la veille de l'hiver, quand le chômage commencera de nouveau à grimper. Quelle façon tout à fait inepte de traiter la situation!

J'irai plus loin, monsieur l'Orateur. Quel sera l'effet de cette mesure? Il est à espérer qu'elle stimulera quelque peu la demande. Nous avons préconisé cette solution, mais en limitant à six mois ce programme, qui se terminera en octobre ou novembre prochain, on provoquera une empilade de commandes au cours de l'été. Ces commandes seront fort probablement exécutées grâce à des heures supplémentaires dans les usines durant les mois d'été, et lorsque nous aurons besoin de commandes pour remédier au chômage l'hiver prochain, l'argent aura disparu et le programme sera terminé.

Il est évident qu'un autre motif a guidé ce choix d'une période de six mois pour la réduction des taxes de vente provinciales. On constate clairement que le gouvernement actuel tient compte d'abord et avant tout de l'opportunisme politique et ensuite seulement de la réalité économique. Bref, un million de chômeurs canadiens ont été sacrifiés ce soir au nom de l'opportunisme politique.

Je vais décrire brièvement quelques unes des mesures qui, à mon avis, auraient dû être prises dans le budget de ce soir. Premièrement, nous devons admettre le fait que les consommateurs canadiens ont perdu confiance. Ils ne sont plus désireux de consommer autant que nous le souhaiterions pour stimuler l'économie et la rendre plus dynamique. Les députés de ce

côté-ci de la Chambre croient qu'il est essentiel d'encourager les consommateurs à continuer d'acheter comme par le passé afin de garantir que nos usines recommenceront à produire et à fournir des emplois pour les Canadiens comme elles doivent le faire. L'exposé budgétaire de ce soir ne stimulera pas les consommateurs canadiens. Il faut leur redonner confiance dans l'économie.

Il faut songer aux infrastructures dont nous avons besoin au Canada. Il faut penser à qu'il faut aux pêcheurs des côtes de l'Atlantique et du Pacifique pour garantir qu'ils seront en mesure de prendre au moins tout le poisson qui leur est alloué. Il faut songer à ce qu'il faut aux céréaliculteurs de l'Ouest canadien pour faciliter la livraison de leurs produits. Il faut penser à ce qu'il nous faudrait dans certains secteurs urbains comme Toronto, où l'on a énormément besoin de bons services de transport urbain. Il faut établir ces infrastructures.

Il est difficile de comprendre comment le gouvernement peut affirmer qu'il n'a pas d'argent pour ce genre de projet et, en même temps, affecter des sommes importantes à la Société pour l'expansion des exportations pour aider la Pologne à construire des usines de pâtes et de papier, pour aider l'industrie forestière de l'Iran, pour donner des lignes de crédit à Cuba et même, monsieur l'Orateur, pour construire des aciéries au New Jersey afin d'aider les États-Unis à résoudre leur problème de chômage. Pourtant, le taux de chômage est moins élevé chez nos voisins du sud qu'au Canada.

M. Gillespie: Pour donner des emplois aux Canadiens.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) avec son à-propos habituel parle de fournir des emplois aux Canadiens. Je signale au ministre qu'à mon avis, il faudrait créer des emplois pour permettre aux Canadiens de produire ce dont les Canadiens ont besoin au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: La troisième chose que le budget aurait dû faire, c'est encourager les travailleurs canadiens dans les usines du Canada à augmenter leur productivité. Nous proposerons bientôt un programme à cette fin et j'espère sincèrement que ce programme recevra l'appui de la majorité des Canadiens. Vu la performance du gouvernement et les répercussions de ses dépenses croissantes, faut-il s'étonner que notre dollar est maintenant escompté de 16 p. 100 par rapport au dollar américain? Faut-il s'étonner que nous devons payer le franc suisse 60 p. 100 de plus qu'en octobre 1975, c'est-à-dire au moment où le gouvernement a présenté son supposé programme de lutte contre l'inflation? Faut-il s'étonner s'il en coûte maintenant 42 p. 100 de plus pour acheter un mark allemand et 51 p. 100 de plus dans le cas du yen japonais, si nous comparons leurs valeurs actuelles avec celles en vigueur lorsque le premier ministre a présenté son programme anti-inflation.

● (2112)

On nous avait promis de freiner l'embauche dans la Fonction publique. Lorsque le premier ministre est entre en fonctions, la Fonction publique fédérale comptait 221,000 personnes et il a déclaré qu'il réduirait ce chiffre. D'après les derniers chiffres officiels concernant la Fonction publique fédérale, monsieur l'Orateur, nous apprenons que cette dernière compte maintenant 580,000 employés.